

Victor-Emmanuel, non content de ses rapines antécédentes, veut par des lois iniques, opérer de nouvelles spoliations, au détriment des communautés religieuses. Nous pouvons être à peu près certain que ces mesures injustes seront adoptées, car il est peu de chambre européenne où les droits les plus incontestables soient aussi outrageusement violés, et où la justice trouve moins de défenseurs que dans le parlement italien. Qu'attendre de ces députés, anti-catholiques et la plupart membres de sociétés secrètes, dont la haine contre le catholicisme est la meilleure recommandation auprès de leurs mandataires aveuglés. Nous le disons avec peine, les jours où la paix doit être rendue à l'Eglise, et la liberté au Vicaire du Christ nous semblent encore éloignés. Il faudra d'affreuses catastrophes pour ramener les peuples et les rois dans les voies de la justice et de la vérité dont ils s'éloignent avec tant d'aveuglement et de persistance.

* * *

L'éternelle question d'Orient n'est guère plus avancée qu'il y a un mois. Les plénipotentiaires européens ont présenté à la Porte nombre d'*ultimatums* modifiés plus ou moins des premières propositions. La Turquie, de son côté, a opposé des contre-propositions, réduisant à peu près à néant les projets des délégués. Comme on pouvait s'y attendre, ces contre-propositions n'ont pas même été discutées, et les plénipotentiaires ont fait de nouvelles propositions, en avertissant le gouvernement turc que les concessions ne pouvaient aller au-delà, et qu'il fallait les accepter ou se préparer à combattre sa puissante ennemie, la Russie. La réponse finale de la Porte ne sera donnée que dans quelques jours, et tout fait croire qu'elle repoussera les conditions qu'on lui impose. Lord Salisbury a eu dernièrement une entrevue avec le Sultan et lui a déclaré que le gouvernement anglais approuvait les propositions des plénipotentiaires, et que s'il refusait d'y accéder, l'Angleterre ne pourrait rien faire pour le maintien de l'empire turc. Le Sultan a paru très-affecté de cette déclaration, mais il a répondu qu'il ne pouvait prendre sur lui la responsabilité d'une décision aussi grave, et que la décision sera prise dans une réunion du prochain Grand Conseil. Il paraît, d'après les dépêches télégraphiques, que les patriarches catholiques, grecs et bulgares, ont été invités à se rendre à cette séance du Conseil, afin de prendre part aux délibérations. Si le fait est véritable, c'est la première fois, croyons-nous, que l'empire ottoman offre un tel exemple de tolérance à l'égard des chrétiens qui se trouvent sous sa loi.